

mais des villes africaines. N'ayant accès à des données d'enquêtes conduites par Kantar-TNS abordant notamment les pratiques linguistiques dans près d'une vingtaine de villes d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, il a été possible de dessiner un ensemble de portraits linguistiques et de dégager quatre profils distincts à partir de la construction d'indicateurs permettant :

1. d'évaluer la maîtrise autodéclarée du français dans ses quatre dimensions (expression orale, compréhension, lecture et écriture) ;
2. de mesurer la couverture démographique des différentes langues en présence dans ces villes ainsi que leur usage à la maison et au travail ;
3. de saisir le niveau de cohabitation des langues et le plurilinguisme qui prévaut dans ces contextes urbains africains ;
4. de dégager finalement les langues priorisées dans ces contextes plurilingues, que ce soit dans les espaces privés ou au travail.

Le **premier profil** comprend trois villes d'Afrique de l'Ouest, à savoir Dakar, Bamako et Ouagadougou, caractérisées par des compétences autodéclarées faibles en français, quelle que soit la dimension considérée. Dans ces villes, on observe la prédominance d'une langue nationale (le wolof, le bambara et le mooré) aussi bien en termes de répertoire linguistique des individus qu'en termes d'usage des langues à la maison et sur le lieu de travail. Une caractéristique commune qui pourrait expliquer la faible influence du français constatée dans ces villes, notamment dans les espaces privés, est l'existence d'une langue largement majoritaire parmi les langues nationales. Les individus pouvant déjà communiquer entre eux et se comprendre à travers la langue nationale majoritaire, ils sont moins enclins à utiliser le français dans leurs échanges que dans d'autres villes.

Compétences autodéclarées en français sont assez bonnes et le plurilinguisme, associant le français et les langues nationales, se fait largement à l'avantage du français. Une des caractéristiques communes de ces villes est l'absence d'une langue largement majoritaire parmi la gamme de langues nationales. Dans un tel contexte, et avec des compétences avérées en français, il paraît logique et peut-être plus facile pour les individus de recourir au français dans leurs échanges quotidiens, d'autant plus que la langue française y est très présente dans les espaces privés.

Le **troisième profil** est constitué des villes du Maghreb, où les compétences autodéclarées en français sont moyennes ou faibles et où l'arabe propre à chaque pays est pratiquement la seule langue qui occupe le paysage linguistique, aussi bien en termes de connaissances qu'en termes d'usage à la maison et sur le lieu de travail. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que l'arabe est à la fois une langue nationale largement majoritaire, une langue officielle (même s'il s'agit là de l'arabe dit « classique », peu utilisé dans la vie quotidienne) et une langue d'enseignement, alors que le français est certes enseigné, mais souvent comme langue seconde.

Le **dernier profil**, qui paraît un peu atypique, est constitué d'une seule ville, Kinshasa. Bien que le répertoire linguistique des individus de cette ville se caractérise par une très bonne maîtrise du français parlé, compris, lu et écrit, c'est le lingala qui demeure la première langue d'usage à la maison et sur le lieu de travail. Ainsi, les langues nationales – principalement le lingala – semblent cohabiter avec le français sans qu'aucune perde son influence propre. Dans cette mégapole, on note ainsi que le lingala est largement majoritaire en termes de connaissances chez les individus, alors que le français, langue d'enseignement, y est aussi étonnamment présent dans les espaces privés et au